

Guyane : Abandon du projet de mine d'or sur la montagne de Kaw

Une multinationale canadienne envisageait d'implanter une mine d'or primaire, à ciel ouvert, sur la montagne de Kaw en Guyane. La présidence française vient de décider de ne pas donner une suite favorable à ce projet.

ICRA avait rejoint le collectif "*Campagne contre Cambior*" initié par le CSIA Nitassinan (le *Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques*) et d'autres associations début 2006 pour soutenir la communauté amérindienne *Palikur* engagée dans un procès contre la multinationale canadienne Cambior.

Très vite, l'association *Cyber@cteurs* avait rejoint le mouvement en lançant une cyberpétition. Plus de 1800 personnes avaient écrit à la préfecture de Guyane et au gouvernement français pour leur faire part de leur inquiétude.

Nous avons été en partie entendu car en octobre 2006, un rapport des inspecteurs (Inspection générale de l'environnement et Conseil général des Mines) relatif au dossier Cambior et remis à Mme Nelly Olin, alors Ministre de l'écologie, alertait sur l'impact environnemental de ce projet.

Cambior avait alors fait savoir qu'elle retirait ses demandes d'autorisation mais qu'elle envisageait de déposer de nouveaux dossiers.

La présidence française a décidé début 2008 de ne pas donner suite à ce projet: Le 30 janvier 2008, le Porte-parole de la Présidence de la République a annoncé : "*Le Président de la République a tenu aujourd'hui une réunion sur le projet d'exploitation d'une mine d'or située à Roura (Guyane).*

Après avoir pris connaissance du rapport de mission sur ce projet et avoir entendu les ministres concernés, le Président de la République a décidé de ne pas donner une suite favorable au projet.

Souhaitant une exploitation des ressources aurifères compatible avec la préservation des richesses de biodiversité de la Guyane, le Président de la République a souhaité qu'un schéma départemental d'orientation minière et d'aménagement soit réalisé dans les plus brefs délais. Ce schéma permettra de délivrer des autorisations d'exploitation dans des conditions acceptables par tous".

Le dossier complet de notre campagne Guyane / Cambior : www.icrainternational.org/urgence/282

Mapuche : Fin de la grève de la faim de Patricia Troncoso

Patricia Troncoso, prisonnière politique mapuche vient de cesser la plus longue grève de la faim dans l'histoire du Chili. 112 jours sans se nourrir. Trois autres de ses codétenus politiques mapuche l'ont accompagnée dans cette grève pendant plus de deux mois et deux autres l'avaient rejoint solidairement.

Communiqué du *Collectif de soutien au peuple Mapuche*

"L'État chilien reste toujours sourd à leurs revendications. C'est l'Eglise catholique chilienne qui est intervenue en tant que médiateur pour négocier la fin de sa grève en échange d'un aménagement minimum des conditions de détention pour Patricia et deux de ses codétenus.

Sa longue grève de la faim de 110 jours a permis de renforcer le mouvement autonome mapuche au Chili et d'élargir son soutien à l'extérieur. Un grand nombre de nouveaux militants ont joué un rôle important pour briser la chape de plomb imposée par les médias chiliens et étrangers. Cette grève a révélé une fois de plus le visage du Chili réel et a réveillé les consciences de beaucoup de Chiliens qui jusque-là doutaient de la légitimité des revendications du peuple mapuche.

L'assassinat de Matias Catrileo, le 3 janvier, celui d'Alex Lemun en 2002, celui de José Domingo Collihun en août 2006, n'ont pas été vains. A la mémoire de ceux qui sont tombés, il est important de continuer à soutenir les revendications du peuple mapuche.

Il faut continuer d'exiger de l'Etat chilien la mise en place immédiate d'une commission composée de membres de la société civile pour enquêter sur la mort de Matias Catrileo et sur les violences commises en territoire mapuche (Wallmapu), exiger que le meurtrier de Matias Catrileo soit jugé par un tribunal civil et non militaire.

Il faut demander instamment aux parlementaires chiliens de faire abroger la loi antiterroriste datant de la dictature de Pinochet qui n'a aucun rôle à jouer dans une société dite démocratique.

Il faut aussi leur demander de faire ratifier intégralement la Convention 169 de l'OIT et de la faire appliquer.

La lutte doit continuer pour la libération de tous les prisonniers politiques mapuche, la révision de leurs procès, la fin de la militarisation et de la répression dans le territoire mapuche".

ICRA remercie les membres du *Collectif de soutien au peuple Mapuche* et toute les personnes ayant pris part à cette campagne de soutien qui continue.

Le dossier complet de notre campagne Mapuche : www.icrainternational.org/urgence/442